

# **CENTRE HOSPITALIER BUËCH-DURANCE**

## **Réaménagement/Extension du Pavillon Buëch**

LARAGNE-MONTEGLIN

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**

### **PHASE : DCE2**

#### **MAITRISE D'OUVRAGE**

##### **GHT DES ALPES DU SUD**

1, place Auguste MURET -B.P 101 - 05007 GAP Cedex

##### **CENTRE HOSPITALIER BUËCH-DURANCE**

Rue du Docteur Provansal - 05300 LARAGNE MONTEGLIN

##### **ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE**

**ACOBA -Agence Centre Est** - 1, chemin de la Mendillionne  
69650 SAINT-GERMAIN AU MONT D'OR

#### **MAITRISE D'OEUVRE**

##### **Architecte**

##### **BRIGITTE GALLONI**

4, place des Fontêtes / rue Mérindol – 13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél/ Fax / 04.42.54.64.82- E.mail [brigitte.galloni@gmail.com](mailto:brigitte.galloni@gmail.com)

##### **BET TCE**

##### **BETEM PACA – Etablissement d'Aix en Provence**

900 rue Ampère – CS 50453 – 13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3  
Tél. 04.42.26.06.97 – Fax 04.42.38.35.31 – E.Mail : [paca@betem.fr](mailto:paca@betem.fr)

##### **BET QE**

##### **DOMENE**

99, rue des Tailleurs de Pierre -Z.A des Roquassiers - 13300 SALON DE PROVENCE  
Tel : 04.90.55.92.89 - [equipe@domenescop.fr](mailto:equipe@domenescop.fr)

##### **BET ACOUSTIQUE**

##### **ACOUSTIQUE & CONSEILS**

9, rue de la Carraire – 13770 VENELLES  
Tel – 04.42.54.13.48 – [contact@acoustique-conseil.com](mailto:contact@acoustique-conseil.com)

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Màj suivant observations AMO					

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2. GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
2.1 ALLOTISSEMENT.....	4
2.2 CONNAISSANCE DU DOSSIER .....	4
2.3 OUBLIS ET OMISSIONS .....	4
2.4 NORMES APPLICABLES POUR LES PERSONNES A MOBILITE REDUITE (PMR) .....	5
2.5 RESPECT DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	5
2.6 CONDITIONS D'INTERVENTIONS .....	5
2.7 INTERVENANTS EXTERIEURS A LA MAITRISE D'ŒUVRE .....	5
<b>3. PHASE REMISE DE L'OFFRE .....</b>	<b>6</b>
3.1 OFFRES DE PRIX .....	6
3.1.1 Prix forfaitaire.....	6
3.1.2 Composition des offres de prix .....	6
3.1.3 Documents réglementaires à observer.....	6
3.1.4 Etudes techniques et plans d'exécution des ouvrages .....	7
3.1.5 OPC .....	7
3.1.6 Incidences financières des généralités.....	7
3.1.7 Contrôle interne .....	7
3.1.8 Période de préparation .....	8
3.2 OBSERVATIONS CONCERNANT LES PLANS ET CCTP.....	8
3.3 OUVRAGES NON EXPLICITEMENT DECRITS .....	8
3.3.1 Ouvrages et prestations implicitement dus.....	8
3.3.2 Cotes des documents graphiques .....	9
3.3.3 Modifications en cours d'exécution.....	9
3.4 DISCORDANCES .....	9
3.5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR .....	9
3.5.1 Pour la remise de son offre.....	9
3.5.2 Pendant la période de préparation et l'exécution des travaux .....	9
3.6 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES .....	10
3.7 ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER .....	10
3.7.1 Généralités.....	10
3.7.2 Délimitation du terrain .....	11
3.7.3 Constat.....	11
3.7.4 Organisation des accès .....	11
3.7.5 Nuisances .....	12
3.7.6 Tri, évacuation et traitement des déchets.....	12
3.7.7 Nettoyage de chantier.....	13
<b>4. PHASE TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>
4.1 INSTALLATION DE CHANTIER.....	13
4.1.1 Préambule.....	13
4.1.2 Installation de chantier.....	13
4.1.3 Gestion du compte de dépenses communes .....	13
4.1.4 Planning travaux .....	14
4.1.5 Signalisation intérieure et extérieure .....	14
4.1.6 Affichages réglementaires .....	14
4.1.7 Contrôle d'accès sur le chantier .....	14
4.1.8 Clôtures de chantier.....	14
4.1.9 Protections collectives .....	14
4.1.10 Protections individuelles .....	15
4.1.11 Zones de déchargement et de stockage provisoire.....	15

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

4.1.12	Consommations .....	15
4.1.13	Engins et matériel de chantier .....	15
4.2	RESPONSABILITE.....	16
4.3	VERIFICATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX.....	16
4.4	ECHANTILLONS – MODELES – PROTOTYPES .....	16
4.4.1	Echantillons.....	16
4.4.2	Modèles .....	16
4.4.3	Local témoin.....	17
4.5	TRAVAUX.....	17
4.5.1	Règles de l'art.....	17
4.5.2	Dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages .....	17
4.5.3	Renseignements à fournir.....	17
4.5.4	Echafaudages et moyens de levage .....	18
4.5.5	Réception des supports .....	18
4.5.6	Protection des ouvrages exécutés .....	18
4.5.7	Nettoyage avant réception.....	18
4.5.8	DOE.....	19
<b>5.</b>	<b>PHASE RECEPTION .....</b>	<b>19</b>
5.1	PROTECTION DES OUVRAGES.....	19
5.2	AUTO-CONTROLES .....	19
5.3	ESSAIS ET ANALYSES .....	20
5.3.1	Acoustique .....	20
5.3.2	Résistance au feu .....	20
5.3.3	Justificatifs .....	21
5.4	GARANTIES.....	21
5.5	REMISE EN ETAT DES LIEUX .....	21
<b>6.</b>	<b>CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b>21</b>
6.1	GESTION DIFFERENCIEE DES DECHETS .....	21
6.1.1	Classification et quantification des déchets produits .....	21
6.1.2	Filières d'élimination et de traitement .....	21
6.1.3	Réduction des déchets à la source.....	22
6.2	REDUCTION DES NUISANCES.....	23
6.3	REDUCTION DE LA POLLUTION DU SOL ET DES EAUX .....	23
6.4	REDUCTION DE LA POLLUTION DE L'AIR .....	24
6.5	REDUCTION DE LA POLLUTION VISUELLE .....	24
6.6	REDUCTION DE LA POLLUTION DUE AU TRAFIC.....	24
6.7	SECURITE SUR LE CHANTIER .....	25

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Màj suivant observations AMO					

## 1. OBJET

Le présent document concerne, en phase DCE, la description des clauses techniques communes (CCTC) dans le cadre de l'opération de reconstruction de l'EHPAD « CHABRE », du FAM « 4 Saisons » et d'un service de gérontopsychiatrie en extension de l'EHPAD-USLD « Büech ».

## 2. GENERALITES

### 2.1 Allotissement

Le marché est consulté en lots séparés et comporte 16 lots :

Lot 01 - Curage Démolition Terrassement Gros-œuvre  
Lot 02 - Voiries Réseaux divers  
Lot 03 - Etanchéité  
Lot 04 - ITE  
Lot 05 - Menuiseries extérieures Occultations  
Lot 06 - Cloisons Doublages Faux-plafonds  
Lot 07 - Menuiseries intérieures Agencement  
Lot 08 - Serrurerie  
Lot 09 - Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie GTC  
Lot 10 - Courant fort Courants faibles  
Lot 11 - Fluides médicaux  
Lot 12 - Revêtements de sols et murs durs  
Lot 13 - Revêtements de sols et murs souples  
Lot 14 - Peinture et signalétique  
Lot 15 - Ascenseurs  
Lot 16 - Rails lève-malade

### 2.2 Connaissance du dossier

Les CCTP forment un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet.

Les entrepreneurs sont donc censés avoir pris connaissance de la totalité des CCTP (tous corps d'état), et ne pourra arguer d'un manque de connaissance pour ne pas exécuter l'intégralité des travaux de sa spécialité, en particulier pour toute cause d'interface avec d'autres corps d'état.

L'utilisation de matériaux et matériels contenant de l'amiante est proscrite. Toutes les installations devront être livrées en ordre de marche.

### 2.3 Oublis et omissions

Les plans et les CCTP se complètent réciproquement.

Les entrepreneurs ne pourront faire état, après la remise et la réception de leur offre, ni d'une discordance éventuelle non-signalée, ni d'erreurs ou d'omissions dans les CCTP.

En cas de discordance entre les plans et les CCTP, la pièce la plus contraignante financièrement prime.

Les travaux consécutifs à ces éventuelles discordances ou omissions devront être réalisés par l'entreprise dont leur spécialité relève, sous sa responsabilité et sans majoration de prix sauf en cas de modification en cours de chantier notifiée à l'entreprise par avenant ou ordre de service.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

## 2.4 Normes applicables pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR)

Les offres des entrepreneurs doivent comprendre l'ensemble des prestations nécessaires au respect des normes applicables pour les personnes handicapées notamment au strict respect :

- Des principes généraux de la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 développés dans le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et les arrêtés du 1 août 2006 et du 22 mars 2007,
- De la circulaire d'application DGUHC 207-53 du 30 novembre 2007 qui apporte des commentaires détaillés et illustrés des textes.

Les prestations sont définies à la fois dans les CCTP et dans le dossier d'étude préalable établi par le bureau de contrôle, qui fait partie des pièces contractuelles constituant le marché, et auquel les entreprises se référeront.

## 2.5 Respect des prescriptions techniques

En complément de chaque CCTP sont fournis des notices :

- RT 2012, RT existant,
- Acoustique,
- Notice de sécurité incendie,
- CCF SSI.

Chaque entreprise est tenue de respecter chaque point de ces dernières. Dans le cas d'une impossibilité de mise en œuvre, il conviendra de se rapprocher des bureaux d'études concernés afin qu'ils valident les dispositions.

Il est rappelé que toutes les entreprises titulaires des marchés de travaux de cette opération sont engagées contractuellement au respect des exigences définies dans les pièces écrites et sur les plans, quant aux objectifs performanciers thermiques et acoustique à obtenir sur cette opération.

A ce titre, les entreprises ont un devoir et une obligation de résultat.

Il est très clairement attendu que toutes les malfaçons ou dégradations relevées devront obligatoirement être reprises par les entreprises concernées, sans que ces dernières ne puissent porter une quelconque réclamation financière et devront assumer toutes les incidences financières qui en découlent.

Les coûts de nouveaux tests, pour vérifier l'étanchéité à l'air de l'enveloppe ou la qualité acoustique suite aux travaux de reprises, seront supportés par les entreprises identifiées comme défailtantes jusqu'à l'obtention de tests conformes aux attentes.

## 2.6 Conditions d'interventions

Les différents ouvrages ou prestations prévus dans les différents corps d'état pourront être mis en œuvre par parties, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, en fonction des demandes et aléas techniques et des contraintes du site, et ce suivant le planning contractuel. De ce fait, il ne sera jamais admis de supplément ou d'indemnité pour exécution fractionnée, quelle que soit la durée entre 2 interventions.

En fonction des contraintes du site, et des interventions des différents concessionnaires, en particulier pour ce qui est des branchements des assainissements, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'interrompre le chantier dans l'attente des réalisations nécessaires à la poursuite des travaux, sans que les entreprises puissent prétendre à un quelconque dédommagement du fait de l'interruption.

## 2.7 Intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre

- CSPS

Cette mission relève d'une mission spécifique confiée par le maître d'ouvrage à une société spécialisée. Cette mission n'est pas incluse dans les marchés de l'entreprise objet du présent DCE. Toutefois, les préconisations émises par le coordonnateur SPS, notamment dans le PGC, sont réputées incluses

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

dans le montant forfaitaire du marché de l'entreprise. Il en va de même pour toutes incidences qui découleraient de l'application de ces préconisations.

- Bureau de contrôle

La mission du contrôleur technique est précisée dans le CCAP. Il est rappelé que l'entrepreneur est tenu de laisser à tout moment les représentants du contrôleur technique accéder au chantier, et de permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examen de plans, etc. Toutefois, les préconisations émises par le contrôleur technique, notamment pendant la réalisation des travaux, sont réputées incluses dans le montant forfaitaire du marché de l'entreprise. Il en va de même pour toutes incidences qui découleraient de l'application de ces préconisations.

### 3. PHASE REMISE DE L'OFFRE

#### 3.1 Offres de prix

##### 3.1.1 Prix forfaitaire

Les offres de prix remises par les entrepreneurs sont réputées présenter un caractère forfaitaire, dans le cadre des prestations décrites dans les CCTP.

En conséquence, les entrepreneurs sont tenus d'apprécier toutes les contraintes particulières d'exécution qui peuvent résulter du présent marché.

Les propositions ayant un caractère forfaitaire absolu, seules les modifications (additions ou suppressions de travaux) notifiées à l'entreprise par avenant ou ordre de service, pourront donner lieu à une modification du prix forfaitaire, en plus ou en moins.

##### 3.1.2 Composition des offres de prix

L'entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, tous les travaux selon les règles de l'art et les réglementations en vigueur, de telle sorte que les ouvrages terminés remplissent parfaitement leur destination.

Les travaux comprennent, sans que cette liste soit exhaustive, les études techniques, la réalisation des ouvrages, leurs essais, leurs réceptions éventuelles par tout organisme compétent, leurs notices d'utilisation et d'entretien, leurs garanties biennales ou décennales, leur SAV, la fourniture des DOE etc.

##### 3.1.3 Documents réglementaires à observer

Tous les ouvrages seront exécutés dans les règles de l'Art, et devront être conformes aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles existantes à la date de signature par l'entrepreneur de son offre de prix.

Sans que la liste soit exhaustive, les ouvrages exécutés devront respecter :

- le code de la construction et de l'habitation
- le règlement sanitaire départemental duquel relève la commune où est implantée l'opération objet du présent marché, ainsi que le règlement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement
- les fascicules techniques du CCTG applicables aux marchés passés au nom de l'état, ainsi que ceux indiqués au REEF
- les DTU ainsi que leurs annexes et les CCS
- les avis techniques conformes du CSTB pour les travaux exécutés selon des procédés non traditionnels
- la conformité aux dispositions du code du travail en matière d'hygiène, sécurité et conditions de travail, ainsi que le respect de la réglementation sur le travail clandestin ou dissimulé.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

Tous les travaux devront être exécutés selon des procédés traditionnels, ou conformes à un avis technique permettant la prise en garantie de l'ouvrage par les assurances.

A défaut, l'entrepreneur devra présenter tout document et rapport de la procédure ATEX qu'il entend utiliser pour permettre la prise en garantie de l'ouvrage.

### 3.1.4 Etudes techniques et plans d'exécution des ouvrages

Les compléments d'études techniques et les plans d'atelier chantier sont à la charge de chaque entreprise.

Tous ces documents devront être soumis à l'accord du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle avant toute exécution suivant les pièces du marché.

Tous les plans produits par les entreprises devront respecter la charte graphique définie par la MOA et identique à la charte graphique existante.

Les notes de calculs et les plans établis par l'entreprise seront transmis par l'entreprise, à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle au minimum 20 jours calendaires avant la date prévisionnelle d'exécution sur le chantier. L'entreprise fournira 1 exemplaire des documents par destinataire demandeur (type architecte, bureau de contrôle, SPS, autres entreprises concernées, etc.), le nombre de destinataires sera défini en début de chantier et en fonction des documents établis et à diffuser.

La diffusion informatique aux différents destinataires est assurée par chaque entreprise. La diffusion papier aux différents destinataires est aussi assurée par chaque entreprise.

Les éventuelles remarques des différents destinataires seront retournées à l'entreprise sous 15 jours calendaires après réception.

Toute entreprise destinataire d'un document et n'ayant pas retourné ses remarques à l'émetteur des observations dans les meilleurs délais, devra prendre à sa charge tous travaux modificatifs éventuels qui s'en suivraient. La réalisation des travaux est subordonnée au visa de l'architecte, de la maîtrise d'œuvre et à l'avis favorable du bureau de contrôle.

Les plans remis dans le D.O.E. intégreront impérativement la charte graphique imposée par la MOA.

### 3.1.5 OPC

La mission OPC de coordination pilotage de l'ensemble des corps d'état, est à la charge d'un prestataire externe à la MOE, désigné par la MOA.

### 3.1.6 Incidences financières des généralités

Les offres de prix des entrepreneurs comprendront toutes les incidences financières qui pourraient résulter des indications portées dans le chapitre "généralités" du présent CCT, ainsi que de celles portées dans les CCTP auxquels les entrepreneurs se référeront.

### 3.1.7 Contrôle interne

Le contrôle interne (Loi du 4 janvier 1978) auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					



- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et règles de l'art
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles, et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux, qui seront transmis pour examen à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle.

L'entreprise définira le programme des contrôles internes en précisant les procédures prévues pour le chantier objet des CCTP.

En ce qui concerne les installations techniques, les entreprises devront effectuer, à leur charge, préalablement à la réception, des essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans le document COPREC N° 1 du 28 mai 1979, modifié par le supplément spécial N° 82-51 bis du 17 décembre 1982 et ses mises à jour.

Les procès-verbaux devront être rédigés sous la forme définie dans le document N° 2 du 23 juillet 1978, modifié par le supplément spécial N° 82-51 bis du 17 décembre 1982 et ses mises à jour.

Ils seront envoyés en 3 exemplaires à la maîtrise d'œuvre et au Contrôleur Technique.

(Par voie numérique et par courrier).

### 3.1.8 Période de préparation

Cette période sera, en particulier, consacrée :

- à l'établissement du plan d'installation de chantier
- à la réalisation des démarches administratives
- à la réalisation des démarches contractuelles en matière de sécurité

Les études et documents établis par les entreprises seront envoyés à la maîtrise d'œuvre pour VISA : pendant cette période de préparation, les corps d'état convoqués sont tenus d'assister à ces réunions au titre des obligations contenues dans leurs marchés.

### 3.2 Observations concernant les plans et CCTP

Les CCTP ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les renseignements indiqués n'ont pas un caractère limitatif.

Par le prix forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement, l'entrepreneur doit non seulement l'intégralité des travaux de sa profession nécessaire au parfait achèvement des ouvrages et au fonctionnement des équipements sans exception, mais également ceux qui sont indispensables pour satisfaire les exigences de la réglementation en vigueur ou des règles de l'art, même si le présent CCTP ne le mentionne pas explicitement.

### 3.3 Ouvrages non explicitement décrits

Les CCTP définissent l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur du présent lot. Même s'ils ne décrivent pas dans le détail les différents ouvrages à réaliser, ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

Tous les détails de construction, complètement décrits ou non font partie intégrante du prix global.

#### 3.3.1 Ouvrages et prestations implicitement dus

Les CCTP définissent les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					



La mention "fourniture et mise en œuvre de..." et la mention "dû(e)s au titre du présent lot" seront implicitement sous entendues si aucune attribution à un autre lot n'est mentionnée.

### 3.3.2 Cotes des documents graphiques

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents.

L'entrepreneur sera tenu, avant tout début d'exécution, de vérifier toutes les cotes, de s'assurer de leur concordance entre les différents niveaux, de s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler au maître d'œuvre les erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. Il signalera de la même façon les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. Le maître d'œuvre opérera, s'il y a lieu, les mises au point ou rectifications nécessaires.

Les dimensionnements indiqués sur les documents graphiques ne devront pas être modifiés sans l'accord du maître d'œuvre, que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur lui-même.

### 3.3.3 Modifications en cours d'exécution

Il est précisé qu'en aucun cas, les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément.

En vue de respecter la conception générale, le maître d'œuvre pourra imposer à l'entrepreneur toutes les modifications de détails qu'il jugera souhaitable d'apporter au projet pour un motif technique ou esthétique.

L'exécution des ouvrages devra respecter scrupuleusement les indications des documents d'exécution approuvés.

## 3.4 Discordances

Les plans et carnets de détails de l'architecte et les CCTP se complètent réciproquement.

Les entrepreneurs ne pourront faire état, après la remise et la réception de leur offre, ni d'une discordance éventuelle non-signalée, ni d'erreurs ou d'omissions dans les CCTP.

En cas de discordance entre les plans et les CCTP, la pièce la plus contraignante financièrement prime.

Les travaux consécutifs à ces éventuelles discordances ou omissions devront être réalisés par l'entreprise dont la spécialité relève, sous sa responsabilité et sans majoration de prix, sauf en cas de modification en cours de chantier notifiée à l'entreprise par avenant ou ordre de service.

## 3.5 Documents à fournir par l'entrepreneur

### 3.5.1 Pour la remise de son offre

Se référer au règlement de consultation.

### 3.5.2 Pendant la période de préparation et l'exécution des travaux

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

L'entrepreneur doit fournir :

- Le plan d'installation et d'organisation de chantier (lot 01)
- Les éléments permettant à l'OPC d'établir le calendrier d'exécution de ses travaux dans le cadre du calendrier général des travaux
- Un plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)
- Les cahiers des charges
- Les procès-verbaux d'essais
- Les certifications
- Les attestations d'assurance particulières concernant les techniques innovantes non visées par les normes, DTU et avis techniques
- Pour tout ouvrage non explicitement décrit dans les CCTP, il doit être demandé un accord explicite sur le mode d'exécution avant toute réalisation,
- Un PAQ comportant des informations précises sur les points suivants (liste non limitative) :
  - la qualification du personnel de chantier
  - la désignation d'un responsable, interlocuteur privilégié du Bureau de Contrôle et de la Maîtrise d'Œuvre
  - le matériel utilisé
  - les cadences nécessaires au respect du calendrier des travaux
  - les matériaux utilisés
  - la mise en oeuvre des matériaux (phasage et méthodologie)
  - la réception des matériaux et leur stockage comprenant l'enregistrement des bordereaux de livraison, l'identification des matériaux livrés ainsi que la vérification de leur bon état. Les conditions de stockage sur chantier devront être précisées au maître d'œuvre. Les matériaux seront stockés dans leur emballage d'origine à l'abri de l'humidité sur un support plan
  - les circuits d'approvisionnement des matériaux (approuvés par les services compétents)
  - une copie signée de l'autorisation de décharger les matériaux divers et rebuts non réemployables délivrée par le service responsable de la décharge, avec mention du volume à décharger

Ce plan d'assurance qualité a pour but de préciser les principales dispositions et actions prises par l'entrepreneur pour garantir une qualité correspondant aux prestations prévues.

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur doit examiner les plans établis par chacun des corps d'état et demander tous dessins de détails, épures, graphiques complémentaires qu'il estime nécessaires à la mise en œuvre des travaux, accompagnés des notes de calculs, le cas échéant. Chaque opération définie sera consignée sur des fiches de travaux remplies quotidiennement et visées par le responsable du plan.

### 3.6 Qualifications professionnelles

Les travaux dont la description est donnée dans les différents CCTP sont obligatoirement réalisés par une entreprise spécialisée (le titulaire du marché et/ou ses cotraitants et/ou ses sous-traitants agréés) ayant les qualifications correspondant aux ouvrages à réaliser, telles qu'elles sont définies par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du bâtiment (QUALIBAT) ou références équivalentes.

L'entreprise réalisant les travaux du lot concerné doit produire, jointes à sa proposition, les photocopies de sa carte de qualification professionnelle et de sa police d'assurance qui doit comprendre dans ses clauses, toutes les garanties nécessaires pour la réalisation des travaux dont elle a la charge.

Dans le cas où l'entreprise concernée ne possède pas la qualification demandée, elle doit utiliser tout moyen à sa convenance pour faire état de ses capacités et justifier de références équivalentes.

### 3.7 Organisation générale du chantier

#### 3.7.1 Généralités

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

L'entreprise titulaire du lot 01 sera tenue de fournir le plan d'organisation générale de chantier.

L'organisation générale du chantier et la méthodologie d'exécution des différents travaux seront laissées au libre choix de l'entrepreneur qui devra, lors de la remise de prix d'appel d'offres, fournir une notice précise et détaillée mentionnant les différents phasages des travaux proposés, la confirmation de l'installation de chantier telle que prévue par l'entreprise titulaire du lot 01 ainsi que la confirmation du respect du planning OPC tous corps d'état.

A noter que, quel que soit la méthodologie d'exécution envisagée, les prestations des différents lots seront traitées forfaitairement et devront prendre en compte toutes les sujétions d'exécution à tous les stades de travaux compte tenu de ces critères.

Dans le cas de retard dans l'exécution des différentes tâches par rapport à ce planning, il sera imputé à l'entrepreneur responsable des retards des pénalités contractuelles fixées au CCAP.

### 3.7.2 Délimitation du terrain

Les limites du chantier sont définies par la clôture de chantier qui sera positionnée par l'entreprise titulaire du lot 01 (hors travaux VRD/réseaux étendus).

Les limites déterminent " l'emprise des travaux " proprement dite.

L'implantation des clôtures de chantier évolue en fonction du phasage des travaux.

Les travaux sont réalisés sur un site en activité. A ce titre, durant toutes les phases des travaux, le chantier sera hermétiquement fermé aux patients, personnel et visiteurs du CHBD.

Les entreprises portent la responsabilité d'une défaillance des mesures de sécurité qui doivent être fermement maintenues et contrôlées quotidiennement.

### 3.7.3 Constat

Avant toute intervention, l'entreprise titulaire du lot 01 devra s'assurer qu'un constat, relatif à l'état des ouvrages existants conservés, ainsi que des constructions et ouvrages voisins existants a été établi préalablement à son intervention.

Si tel est le cas, elle prendra connaissance dudit constat.

Dans la négative, elle fera établir un constat à ses frais par huissier, en présence des parties concernées et ce autant de fois que nécessaire.

L'entrepreneur devra s'entourer de toutes les garanties possibles, prendre toutes les dispositions nécessaires avant son intervention, ainsi que faire établir tous les constats et relevés complémentaires qu'il juge nécessaire, en fonction de l'organisation des travaux, des moyens mis en œuvre et des risques particuliers qu'occasionnent ses travaux sur les ouvrages publics ou privés contigus ou solidaires au bâtiment concerné.

L'entrepreneur sera tenu responsable, de plein droit, pour tous dommages occasionnés aux avoisinants et aux ouvrages de voiries.

L'entrepreneur titulaire du lot 02 devra également prévoir dans son offre l'organisation et l'établissement d'un constat contradictoire pour définir l'état des voiries, VRD, réseaux enterrés, espace vert, etc., à proximité du chantier. Celui-ci sera réalisé en présence de la maîtrise d'ouvrage.

### 3.7.4 Organisation des accès

Les accès de chantier à réaliser sont définis dans le plan d'installation de chantier à présenter par l'entreprise titulaire du lot 01 et selon le phasage des travaux.

Le stockage des camions sur la voie d'accès principale ne devra, en aucun cas, gêner la circulation des véhicules étrangers au chantier.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

Chaque entrepreneur devra prévoir toutes dispositions de nettoyage de ses véhicules et de la voie d'accès principale.

Une aire de lavage est prévue dans l'emprise du chantier et pendant toute la durée des travaux.

Les caniveaux et regards d'assainissement existants au droit des travaux sont systématiquement nettoyés pour éviter tous désordres dans le réseau d'assainissement EP extérieur au projet.

L'attention des entreprises intervenantes est particulièrement attirée sur le maintien en état de propreté du site et la bonne cohabitation des circulations. Chaque entrepreneur devra mettre en place, d'une façon permanente, un chef de chantier responsable de toutes les mesures immédiates à prendre pour faciliter ces dispositions.

### 3.7.5 Nuisances

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que celui-ci devra impérativement respecter toutes les dispositions réglementaires et en particulier celles de la Ville en matière de bruit en provenance de matériels ou d'engins.

Les matériels de chantier devront être homologués et les travaux conduits conformément aux règlements en vigueur, notamment :

- Décret n° 69.380 du 18.04.1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.
- Arrêtés du 11.04.1972 modifié par arrêtés du 05.05.1975 et 19.12.1977 "relatifs à la limitation du niveau sonore des bruits aériens de certains engins de chantier".
- Arrêtés du 04.11.1975, 26.11.1975 (modifié par arrêté du 19.12.1977), du 10.12.1975 (modifié par arrêtés du 24.10.1977 et 19.12.1977) "relatifs à la limitation du niveau sonore".
- Arrêtés du 07.11.1977, 03.07.1979 "relatifs au code de mesure du bruit aérien".
- Circulaire n° 72-116 du 04.04.1972 "relative à l'insonorisation des engins de chantier".
- Circulaire du 16.03.1978 "relative aux bruits émis par les engins de chantier". Ces obligations concernent plus particulièrement :
  - Les bruits des engins
  - Les ondes vibratiles
  - Les poussières
  - Les horaires de travail
  - Les souillures des abords (lavage de la voie publique obligatoire)
  - Les passages et stationnements des véhicules sur le domaine public

Ces critères de nuisances étant un facteur déterminant quant au bon déroulement du chantier vis-à-vis du voisinage, il sera imposé à l'entrepreneur de fournir à l'appui de son offre toutes les dispositions qu'il compte prendre pour éviter en particulier toutes les nuisances dues au bruit, propagation de poussière ou autres, afin de ne créer aucune gêne au niveau du voisinage.

Certains travaux bruyants seront limités en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage dans certaines plages horaires définies dans le CCAP.

Il est précisé par ailleurs que le maître d'œuvre se réserve le droit de faire stopper le chantier à tout moment dans le cas où ces dispositions ne seraient pas respectées.

### 3.7.6 Tri, évacuation et traitement des déchets

L'entrepreneur du lot 01 Gros-Oeuvre proposera de manière forfaitaire, et en accord avec le plan départemental et régional d'élimination des déchets mis en place, un mode de gestion des déchets comprenant :

- Le type de matériau à trier sur place ou au centre de traitement en vue d'une valorisation dans un centre spécialisé
- Le mode de transport et en cas de sous-traitance, il devra indiquer l'entreprise de transport sous-traitante
- Le mode d'élimination

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

Si l'entrepreneur assume lui-même cette prestation, il doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants.

Si l'entrepreneur sous-traite cette prestation, il indiquera les coordonnées de l'entreprise sous- traitante.

Afin d'assurer le contrôle de cette gestion (tri, transport, élimination), l'entrepreneur devra fournir au maître d'oeuvre, un bordereau de suivi des déchets issus de la prestation.

### 3.7.7 Nettoyage de chantier

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre. Cela s'entend pour les zones de travail et de stockage, pour les zones de cantonnement et les zones de cheminement, ainsi que pour les voies d'accès au chantier.

L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution de ses travaux. L'entreprise a donc la charge de l'évacuation de ses déchets jusqu'aux bennes de stockage.

Chaque entreprise est tenue de ramasser, manutentionner jusqu'à un emplacement extérieur fixé sur le plan d'organisation du chantier, ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production. Pour ce faire, chaque entreprise assurera la mise en place de bennes en nombre suffisant pour assurer le tri sélectif de ses déchets pendant toute la durée de son intervention sur chantier.

Le nettoyage du chantier sera réalisé quotidiennement par chaque entreprise.

## 4. PHASE TRAVAUX

### 4.1 Installation de chantier

#### 4.1.1 Préambule

Les précisions qui suivent ont pour objet de définir les prestations particulières aux installations de chantier et de préciser leur imputation financière tant pour la fourniture et la mise en oeuvre, que pour leur dépose, entretien et frais de fonctionnement.

A noter que les installations de chantier (voies et cheminements, clôtures, base vie) seront déplacées ou réinstallées en fonction des besoins pour réalisation des ouvrages.

Les prix forfaitaires des différentes entreprises sont réputés comprendre l'intégralité des coûts de cette installation, de la mise à disposition du matériel et de son entretien pendant toute la durée du chantier.

En cas de retard d'exécution, les entreprises assureront cette prestation jusqu'à la réception du bâtiment, sans pour autant pouvoir prétendre à un supplément de prix.

#### 4.1.2 Installation de chantier

Description aux CCTP lot 01 et complément électricité au lot 10.

#### 4.1.3 Gestion du compte de dépenses communes

L'établissement d'un compte prorata est imposé.

Il sera tenu par l'entreprise titulaire du lot 01.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

Ce compte permettra d'assumer toutes les dépenses communes et ne sera en aucun cas régit par la maîtrise d'œuvre. Les réunions se feront selon besoin, hors réunion de chantier et en présence des seules entreprises.

Il est prévu un compte interentreprises, avec une provision de 0,5% prise sur le montant total hors taxes de chaque lot pour cette affaire.

Le compte interentreprises sera mis en place et géré par le responsable du lot GROS-OEUVRE. Pendant toute la durée du chantier, le Maître d'œuvre pourra imputer arbitrairement au compte prorata ou au compte interentreprises toutes factures liées à des interventions qu'il jugera nécessaires (retouches, remplacement suite à des dégradations d'ouvrages, nettoyage, frais divers à engager pour remise en état, etc.).

#### 4.1.4 Planning travaux

Selon planning prévisionnel OPC transmis à la consultation.

#### 4.1.5 Signalisation intérieure et extérieure

Il sera prévu les panneaux réglementaires de signalisation pour l'accès du chantier, la circulation sur le chantier et dans les bâtiments.

Il sera prévu un panneau d'affichage à proximité du bureau de chantier destiné à toutes les entreprises.

Tous les panneaux extérieurs ou visibles depuis l'extérieur par le public seront conformes aux modèles réglementaires.

#### 4.1.6 Affichages réglementaires

Pour chaque entreprise intervenant sur le chantier, affichage de :

- nom et coordonnées,
- nature des travaux.

#### 4.1.7 Contrôle d'accès sur le chantier

Tout salarié d'une entreprise titulaire ou sous-traitante amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la durée de son intervention, doit en toute circonstance porter de façon visible le nom de son entreprise et un badge nominatif. Il est de la responsabilité de chaque entreprise de gérer, de coordonner et de contrôler les accès au chantier de son personnel, de ses prestataires de services et de ses livraisons.

A la charge de chaque entreprise de tenir à jour la liste nominative de son personnel intervenant sur le chantier.

#### 4.1.8 Clôtures de chantier

Description au CCTP lot 01 §3.3.5.

#### 4.1.9 Protections collectives

Chaque entreprise devra la fourniture et la mise en œuvre des protections collectives provisoires relatives à son intervention et conformément au PGC :

- garde-corps en toiture
- châssis de désenfumage

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Màj suivant observations AMO					

- menuiseries extérieures
- garde-corps en façade
- liste non exhaustive qui pourra être complétée au gré du chantier.

Les GC potelets + chaînettes ne peuvent pas être considérés comme une protection mécanique suffisante.

L'utilisation de protection individuelle est interdite dès lors que des moyens de protections collectives peuvent être mis en œuvre. Les protections collectives doivent être recherchées dans tout mode opératoire et décrite dans les PPSPS. En cas d'impossibilité, l'emploi de moyens de protection individuelle, sera validé par la maîtrise d'œuvre en concertation coordonnateur SPS après rédaction par l'entreprise d'une procédure écrite.

Il appartient à l'entreprise qui dépose la protection d'assurer :

- la mise en place d'un dispositif assurant la protection de son personnel et de l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier pendant ses travaux,
- la remise en place, en fin d'intervention, de la protection collective initiale ou d'un dispositif assurant un degré de protection au moins équivalent,
- de faire constater à tous la mise en place du dispositif de sécurité en fin d'intervention.

#### 4.1.10 Protections individuelles

Chaque entreprise fournira à son personnel (compris personnel intérimaire) les protections individuelles.

#### 4.1.11 Zones de déchargement et de stockage provisoire

Il sera préférable d'éviter le stockage de produits à l'intérieur du chantier. L'approvisionnement du chantier se fera régulièrement avec des quantités limitées à la journée de travail. Mise en œuvre de signalétique sur le lieu de stockage par une affiche.

Il sera prévu des zones de déchargement et de stockage définies en fonction du plan d'installations joint au PGC.

L'entreprise titulaire du lot 01 assurera la gestion des espaces ainsi définis.

Les entreprises de chaque lot communiqueront leurs besoins au moins 2 mois avant leur utilisation.

#### 4.1.12 Consommations

Les consommations sont gérées via le compte prorata (§4.1.3).

#### 4.1.13 Engins et matériel de chantier

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du Ministère des Affaires Sociales (Inspection du Travail, Sécurité Sociale, O.P.P.B.T.P. etc.) et respecter les normes acoustiques en site urbain.

Les registres de contrôle, à jour, devront pouvoir être présentés à toute réquisition, dans un lieu à définir.

Les matériels électriques devront être équipés d'un dispositif tel qu'après coupure d'alimentation électrique, l'appareil ne se remette pas en fonctionnement au retour de la tension secteur.

La non-conformité aux règles ci-dessus entraînera sur le champ l'interdiction d'utilisation de ces engins, sans préjuger d'actions ultérieures.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					



## 4.2 Responsabilité

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise concernée qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Chaque entreprise vérifiera que chacune de leur prestation ne portera pas atteinte à la performance globale d'étanchéité à l'air du bâtiment.

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre sont de l'essence même de la profession de l'entrepreneur.

Ce dernier est le seul responsable des désordres pouvant résulter de l'un ou de l'autre cause, ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger de tout ou partie de cette responsabilité.

## 4.3 Vérification de la qualité des travaux

En vue du contrôle de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux Cahiers des Charges du CSTB, ainsi que les essais imposés dans le cours des CCTP sont dus par les entreprises.

L'entreprise concernée devra satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'oeuvre ou le Bureau de Contrôle lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur chantier ou en usine.

## 4.4 Echantillons – modèles – prototypes

### 4.4.1 Echantillons

L'entreprise concernée est tenue de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons qui lui seront demandés par le maître d'oeuvre.

Ils seront entreposés par l'entreprise concernée dans un local désigné.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'oeuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître d'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entreprise concernée, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

### 4.4.2 Modèles

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'oeuvre aura la faculté de demander à l'entreprise concernée la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de " modèle ".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entreprise concernée devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'oeuvre.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur du lot et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'oeuvre lors de la demande. Ce modèle servira de référence, et l'entreprise concernée se devra de respecter le modèle tout au long du chantier.

#### 4.4.3 Local témoin

L'ensemble des entreprises participent à la réalisation d'un local témoin : 1 chambre type avec les gaines techniques associées.

La réalisation du local témoin permet notamment d'apprécier les tolérances d'exécution et de fixer les contraintes géométriques d'exécution.

L'installation de tous les réseaux et des équipements est impérative pour validation MOE/MOA.

Le maître d'œuvre doit viser favorablement ce local témoin avant que les travaux de superstructure ne débutent. Le contrôleur technique doit également viser favorablement ce local témoin.

Toutes les observations de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique sont intégrées et prises en compte au cours de la période de préparation afin de démarrer la réalisation du local témoin à la fin de cette période de préparation.

Le local témoin est un véritable prototype à échelle 1:1 qui reproduit une chambre et qui intègre l'ensemble des contraintes (fonctionnelles, techniques, tous les réseaux, etc.). Les entreprises évaluent le temps d'achèvement de leur prestation pour communiquer auprès de l'OPC qui gère le planning de l'opération.

### 4.5 Travaux

#### 4.5.1 Règles de l'art

L'entrepreneur étant par définition un professionnel compétent, connaissant les "règles de l'Art" de sa spécialité, il devra vérifier les documents du marché, et signaler à la maîtrise d'oeuvre toute disposition qui lui semblerait en contradiction ou même simplement déconseillée, avec une exécution des travaux selon les règles de l'Art.

Si aucune réserve n'a été formulée par écrit avant la signature du marché, l'entrepreneur est supposé avoir vérifié que les pièces du marché lui permettaient une exécution conforme aux règles de l'Art et aux diverses réglementations, des travaux de sa spécialité.

Le fait pour l'entrepreneur d'exécuter conformément aux pièces du marché ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre de prix, ou pour le moins, avant la signature de son marché.

#### 4.5.2 Dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché.

Sur demande écrite de la maîtrise d'œuvre, les corps d'état s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tout ouvrage exécuté sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations.

Chaque corps d'état est tenu de vérifier les côtes figurées aux plans et leurs concordances entre elles. Il assure seul la responsabilité qui découlerait soit de ses erreurs, soit de la non-vérification des plans.

#### 4.5.3 Renseignements à fournir

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

Chaque corps d'état doit fournir, en temps utile, dans le respect des instructions que le maître d'œuvre a pu faire connaître, les précisions relatives aux ouvrages dont il a la charge dans le présent marché et dont l'exécution est liée à des sujétions communes à d'autre corps d'état, en particulier :

- niveaux d'arase et nus bruts à respecter,
- emplacements et définition de surcharges spéciales (massifs, socles, fers de suspente, appareils divers, etc.),
- emplacements et encombrements des canalisations tuyauteries ou gaines,
- dispositions et sujétions à prévoir (supports, trous, taquets, percements, scellements, rebouchage de trous, trémies etc.),
- cheminement du matériel lourd ou volumineux,
- calepinages,
- contraintes d'alignement.

#### 4.5.4 Echafaudages et moyens de levage

Chaque entreprise, doit ses matériels de levage et de manutention, ainsi que ses échafaudages qui lui sont nécessaires à l'exécution de ses propres travaux.

En aucun cas, ni le maître d'ouvrage, ni le maître d'œuvre n'interviendront en cas de litige sur la facturation entre entreprises.

De même, ils ne seront jamais recherchés en cas d'accident, l'entreprise concernée étant responsable et assuré pour tous les risques encourus.

#### 4.5.5 Réception des supports

Les Cahiers des Charges (D.T.U.) et les cahiers des Clauses Techniques Particulières précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc. des différents ouvrages.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il appartient à chaque entreprise de le signaler, par écrit, au besoin, à la maîtrise d'œuvre qui décide des mesures à prendre.

L'entreprise s'engage à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique l'acceptation des supports et aucune réclamation de tout genre ne pourra être formulée à ce titre par la suite ni après la réception des travaux.

#### 4.5.6 Protection des ouvrages exécutés

En dehors des protections imposées aux documents contractuels, chaque corps d'état est tenu de protéger ses ouvrages, conformément aux règles de l'art. Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par le corps d'état concerné. Une protection toute particulière sera faite pour les vitrages.

#### 4.5.7 Nettoyage avant réception

Chaque corps d'état procédera au nettoyage des locaux et appareils installés au fur et à mesure de son intervention.

Le nettoyage final avant réception est décrit dans les corps d'état suivants :

- au lot 02 - VRD en ce qui concerne les extérieurs
- au lot 14 - Peinture en ce qui concerne l'intérieur des bâtiments

A ce titre, les entreprises devront le nettoyage complet des sols, vitres (faces intérieures et extérieures), menuiseries, verrières, appareils sanitaires, etc. Les étiquettes et autocollants seront retirés.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

Ce nettoyage sera systématiquement effectué par un personnel qualifié.

#### 4.5.8 DOE

La fourniture du dossier des ouvrages exécutés fait partie des prestations dues au titre des marchés des entreprises. Ce dossier doit comprendre, selon les lots et sans que la liste ci-dessous soit exhaustive :

- les plans correspondant à l'exécution réelle in-situ.
- les caractéristiques exactes des matériaux et matériels mis en œuvre, à savoir : fabricant, type exact, fiches techniques correspondantes, fournisseur, notices de fonctionnement et d'entretien, adresse éventuelle du S.A.V, etc.
- tous les PV requis garantissant les qualités des matériaux et matériels
- les fiches relatives aux essais effectués in-situ (documents COPREC)
- les agréments éventuels des installations (consuel, etc.)
- tout document nécessaire à l'exploitation des ouvrages qui aurait pu être établi par l'entreprise au titre des obligations leur incombant du fait du présent marché.

Ce dossier, fourni en autant d'exemplaires que nécessaire (3 exemplaires papier + 1 exemplaire informatique), sera également communiqué au coordonnateur SPS pour la finalisation du dossier DIUO.

- 3 exemplaires papiers,
- 1 CD.

### 5. PHASE RECEPTION

#### 5.1 Protection des ouvrages

L'entreprise concernée devra assurer la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception. Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Pour la réception, toutes ses protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur du lot concerné.

#### 5.2 Auto-contrôles

Les ouvrages et matériaux doivent faire l'objet de contrôles en cours de travaux de la part de l'entrepreneur de chaque lot.

Le plan assurance qualité de l'entrepreneur (P.A.Q.) doit faire état de toutes les fiches d'auto-contrôle, la liste des points d'arrêt et de contrôle qui doivent se trouver dans le manuel assurance qualité (M.A.Q.) disponible sur chantier.

Ces autocontrôles consistent en la vérification (liste non exhaustive) :

- de l'implantation des ouvrages,
- des plans d'exécution,
- des conformités aux normes NF et normes européennes, aux Règles de l'Art et aux Réglementations,
- du comportement au feu des ouvrages,
- de la conformité à l'égard des prescriptions acoustiques et thermiques,
- de la qualité des matériaux et de leurs caractéristiques au regard de celles exigées,
- de la compatibilité des matériaux, matériels et ouvrages entre eux et avec ceux des autres corps d'état,
- des tolérances et flèches admissibles,
- des phasages d'exécution de leurs ouvrages et de leur ordonnancement par rapport aux autres corps d'état,

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

- de l'existence et de la validité des procès-verbaux d'essais, avis techniques, agréments certifications, etc.
- etc.

Ces autocontrôles ont également pour but de vérifier certaines caractéristiques bien précises d'ouvrages et de matériaux mis en œuvre.

Avant démarrage de ses travaux, chaque entreprise concernée doit préparer toutes les fiches d'auto-contrôle utilisées en cours de travaux.

Ces fiches sont à soumettre à l'approbation du maître d'oeuvre et du bureau de contrôle, et font partie du PAQ de l'entrepreneur du présent lot.

Les autocontrôles doivent être réalisés scrupuleusement à la cadence imposée et suivant l'échantillonnage déterminé avec production systématique des fiches d'autocontrôle qui sont à fournir au fur et à mesure de l'avancement des travaux aux maître d'oeuvre et bureau de contrôle.

Les opérations d'auto-contrôle font l'objet de contrôle et d'examen de la part du maître d'oeuvre et du bureau de contrôle. Au cas où les caractéristiques de l'échantillonnage contrôlé ne seraient pas satisfaisantes, l'entreprise concernée doit procéder à des vérifications complémentaires sur la totalité des catégories d'ouvrages et de matériaux ayant donné lieu à l'échantillonnage, les fiches d'autocontrôle s'y rapportant doivent être produites et adressées aussitôt au maître d'oeuvre et au bureau de contrôle pour examen. L'entreprise concernée doit soumettre à leur accord des propositions de mesures à entreprendre afin de remédier aux non-conformités constatées, les fiches de non-conformité doivent être dressées à cet effet.

Le choix final des mesures à entreprendre est signifié à l'entreprise concernée par le maître d'oeuvre et le bureau de contrôle qui se réservent le droit d'imposer des remèdes et solutions différents de ceux proposés par l'entreprise concernée.

Tous les frais de vérification, de contrôle, d'essais et d'autres frais engendrés par les opérations d'autocontrôle, ainsi que tous frais de réfection, de réparation et d'autres mesures nécessaires pour répondre à la conformité des ouvrages, sont à la charge de l'entreprise concernée.

Chaque entrepreneur doit désigner un responsable identifié de l'autocontrôle, interlocuteur du maître d'œuvre.

### 5.3 Essais et analyses

En complément des essais et des analyses définis par les normes, les prescriptions techniques et au cours des CCTP, le maître d'œuvre pourra demander à un organisme agréé de procéder à des essais particuliers dont les frais seront à la charge de l'entrepreneur, si les résultats sont défavorables.

Les frais d'une opération de contrôle comprennent la préparation des lots, des éprouvettes, les essais et analyses en laboratoire, les installations des appareils, manutentions, transport, main d'œuvre, études, rédaction et diffusion des procès-verbaux (P.V.), etc...

#### 5.3.1 Acoustique

Suivant indications de la notice acoustique.

#### 5.3.2 Résistance au feu

L'entreprise concernée devra fournir les P.V. d'essai de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement en réaction au feu est demandé soit par les règlements et normes de sécurité en vigueur, soit par son CCTP.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Màj suivant observations AMO					

### 5.3.3 Justificatifs

L'entreprise concernée sera tenue de justifier par tout moyen reconnu que les P.V. d'essai correspondent bien aux matériaux, matériels et ouvrages mis en place.

### 5.4 Garanties

Toutes les prestations dues au titre des travaux de chaque lot rentrent dans la catégorie des ouvrages couverts par la garantie décennale.

Elle prendra effet à partir de la date de réception des ouvrages.

### 5.5 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur de chaque lot, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

A noter que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

## 6. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

### 6.1 Gestion différenciée des déchets

#### 6.1.1 Classification et quantification des déchets produits

Les réglementations françaises et européenne distinguent 3 catégories de déchets :

- Les déchets inertes (DI)
- Les déchets industriels banals (DIB), ou déchets ménagers ou assimilés (DMA)
- Les déchets industriels spéciaux (DIS)

Une quantification des déchets est nécessaire afin de prévoir en amont du projet la quantité et le type de déchets qui seront produits et ainsi organiser le tri et la collecte sélective sur le chantier.

Pendant la période de préparation de chantier, à partir du descriptif des travaux de chaque lot, toutes les entreprises devront fournir leur estimation du pourcentage de perte au moment de la mise en oeuvre en poids et en volume selon les familles et la nature des déchets (DI, DIB, DIS).

#### 6.1.2 Filières d'élimination et de traitement

Depuis la loi du 13 juillet 1992, de nombreuses mesures ont été et vont être mises en place : les décharges "traditionnelles" seront fermées et remplacées par des installations de stockage contrôlées.

Il existera 3 classes d'installations de stockage

- Classe 1 : pour les DIS
- Classe 2 : pour les DIB ou DMA

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

- Classe 3 : pour les Ø

Les filières des déchets produits sur le chantier devront être identifiées pour chaque type de déchet par l'entreprise spécialisée. Les principales filières d'élimination des déchets sont les suivantes :

Les DI :

- Réutilisation par l'entreprise sur le chantier
- Retour à l'entreprise pour stockage et réutilisation
- Recyclage
- Stockage à l'installation de classe 3 Les DIB :
- Centre de regroupement et de tri de DIB
- Recyclage
- Incinération avec valorisation énergétique
- Stockage en installation de classe 2

Les DIS :

- Centre de regroupement de DIS
- Valorisation
- Stockage en installation de classe 1 Les emballages :
- Consignation - Reprise
- Centre de regroupement et de tri de DIB
- Centre de regroupement de DIS
- Retour à l'entreprise pour stockage
- Incinération avec valorisation énergétique
- Stockage en installation de classe 2

Les installations de stockage permettront au moins 7 niveaux de tri : Inertes, Métaux, Plastiques, Bois, Papiers/cartons, DIB, DIS.

Les déblais sont conservés sur site (demande MOA).

### 6.1.3 Réduction des déchets à la source

Le principe de réduction des déchets à la source consiste à produire moins pour gérer moins de déchets.

Pour cette opération, il est demandé aux entreprises de :

- choisir des techniques de construction minimisant la production de déchets
- minimiser, le plus souvent possible, la production de déchets toxiques par le choix de techniques et de matériaux adéquats
- utiliser des matériaux durables et nécessitant peu d'entretien ou des techniques et produits peu générateurs de déchets
- réutiliser les matériaux en l'état chaque fois que cela est possible
- calculer au plus juste le calepinage dans le but de diminuer les déchets produits
- prévoir le plus tôt possible toutes les réservations pour éviter la production de déchets supplémentaires.

Au stade de la préparation de chantier, il est nécessaire d'avoir une réflexion commune entre les fabricants des produits et matériaux et les entreprises du chantier afin de minimiser les quantités d'emballages, notamment ceux réutilisables et difficiles à valoriser, tout en prenant en compte les contraintes liées à la manutention et à l'organisation sur le chantier. Les critères de choix des fournisseurs devront prendre en compte les éléments suivants :

- emballages réduits,
- emballages facilement valorisables,
- emballages consignés.

D'autres actions pourront être mises en œuvre :

- rationaliser les livraisons,
- prévoir un emplacement pour stocker les emballages afin d'éviter de les souiller et de les mélanger aux autres déchets.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					



## 6.2 Réduction des nuisances

Les bruits de chantier sont des nuisances pour tous les intervenants sur le chantier, mais aussi pour les riverains. Ils peuvent nuire au confort et à la santé des riverains et des intervenants sur le chantier.

Chaque chantier est spécifique en matière d'émissions acoustiques selon les techniques constructives choisies et l'environnement du chantier, de plus celles-ci évoluent au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les nuisances acoustiques générées par le chantier proviennent essentiellement des livraisons et déchargements, des engins et matériels, des cris et des coups émis par les ouvriers.

Le choix des modes opératoires devra intégrer le critère de bruit. L'entreprise devra indiquer les nuisances acoustiques provoquées par chaque tâche. Elle devra proposer des solutions pour réduire ces nuisances.

Toutes les entreprises doivent donc fournir une note justificative :

- du respect de la réglementation relative à la limitation des émissions sonores des matériels
- accompagnant la fourniture des certificats d'homologation et des fiches techniques du matériel et des véhicules utilisés

Lors de la phase de préparation de chantier, toutes les entreprises mettront ainsi en œuvre les actions suivantes :

- évaluation du niveau sonore des engins et matériels permettant d'intégrer ce paramètre sur le plan d'installation de chantier en les positionnant en fonction des points sensibles environnants
- amélioration des approvisionnements des matériaux et des équipements permettant de limiter les trafics d'engins sur le site
- limitation des travaux de reprise ou de démolition par des études appropriées
- limitation des travaux de reprise ou de démolition par des études d'exécution poussées
- identification des interventions exceptionnellement bruyantes pour pouvoir les planifier

La phase d'exécution des travaux permet de mettre en œuvre les dispositions prises pendant la préparation de chantier.

Tout le long de l'exécution de l'ouvrage, le suivi et l'exécution des mesures suivantes devront être intégrées par toutes les entreprises :

- gérer le trafic et les horaires de livraison du chantier en fonction des contraintes acoustiques environnantes,
- utiliser les engins et matériels les plus bruyants dans les mêmes créneaux horaires et dans les lieux les plus éloignés des limites de chantier,
- utiliser les protections auditives,
- utiliser les engins et matériels insonorisés faisant l'objet d'une homologation et conforme à la réglementation en vigueur,
- éviter les travaux de reprise, source de bruit, par une exécution soignée.

## 6.3 Réduction de la pollution du sol et des eaux

En l'absence de précautions particulières, divers produits polluants (huile de décoffrage, carburant, laitance des bétons,) sont susceptibles de pénétrer dans le sol et de polluer les nappes phréatiques ou d'être rejetés dans les réseaux de collecte publique entraînant des pollutions importantes ou endommageant les installations de traitement.

Les mesures minimales sur ce chantier par toutes les entreprises seront les suivantes :

- imperméabilisation des zones de stockage pour éviter le rejet de substances polluantes sur le sol et dans les réseaux de collecte,
- étiquetages réglementaires (cuves, fûts, bidon, pots, etc.),
- contrôles et rétention, traitement ou collecte des effluents et acheminement vers les filières,
- utilisation systématique des fonds de toupie pour réalisation de petits éléments préfabriqués,
- emploi d'huiles de décoffrage végétales

Ces mesures seront à mettre en œuvre par toutes les entreprises dès la préparation du chantier afin de réserver les surfaces suffisantes pour les aires de fabrication, pour le stockage des produits polluants.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Maj suivant observations AMO					

Les entreprises veilleront à maîtriser toute pollution accidentelle des sols et des eaux, notamment sur les aires de stockage des déchets.

Ces contraintes devront être intégrées à la définition commune du plan d'installation de chantier et feront l'objet d'une note justificative.

#### 6.4 Réduction de la pollution de l'air

Les émissions de poussières sont généralement importantes pendant le déroulement du chantier, leur origine provient de différentes sources :

- trafic des engins par temps sec
- remplissage des silos à ciment
- percement et découpe des matériaux
- chantier non nettoyé

Les odeurs sont aussi importantes et proviennent :

- du brûlage des déchets qui est interdit
- du carburant des engins utilisés
- des matériaux mis en œuvre (bitume, colles, etc.)
- des produits utilisés (solvants, huiles, etc.)

Les mesures minimales suivantes seront prises par toutes les entreprises :

- arrosage des sols poussiéreux
- voiries maintenues propres
- interdiction des brûlages

Note justificative à produire par toutes les entreprises.

#### 6.5 Réduction de la pollution visuelle

La pollution visuelle du site est générée par :

- la dégradation des abords,
- les salissures sur la voie publique, les équipements urbains et les immeubles voisins,
- l'absence ou la dégradation des clôtures,
- les déchets qui volent à l'intérieur et à l'extérieur du chantier,
- palissades et clôtures entretenues (clôture opaque côté riverains),
- grillage autour de l'aire de stockage des déchets.

Note justificative à fournir par toutes les entreprises.

#### 6.6 Réduction de la pollution due au trafic

La circulation provoquée par le chantier accroît notamment la gêne des riverains. Les livraisons, les engins de chantier, les différents véhicules des intervenants posent des problèmes de circulation, de bruit, d'encombrement et de sécurité surtout en site urbain et à certaines heures d'affluence.

Les places de parkings habituelles des riverains peuvent être envahies, le manque de stationnement à l'extérieur du chantier peut porter préjudice aux équipements voisins.

Les mesures minimales suivantes seront prises par toutes les entreprises :

- respect des réglementations locales en ce qui concerne les horaires de travail et la circulation des véhicules,
- recherche d'emplacements de places de parkings à proximité du chantier pour les véhicules particuliers des intervenants,
- gestion des livraisons et des enlèvements (heures de livraison, accès au site, etc.),
- information des riverains,
- organisation de la circulation.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Mai suivant observations AMO					

## 6.7 Sécurité sur le chantier

Sur le chantier, des actions de prévention seront menées régulièrement par les chefs d'équipe auprès des ouvriers. L'objectif de ce chantier sera de "zéro accident de travail".

En cas d'utilisation de produits comportant un risque pour l'environnement ou la santé, les entreprises tiendront à disposition en permanence sur le chantier les fiches de données de sécurité de chaque produit concerné.

Les produits étiquetés "T", "T+", "Xn" et "N" sont proscrits, ainsi que les produits étiquetés R20 à R29, R31 à R33, R39, R40, R41, R45 à R49, R60 et R61.

T: toxique

T+: très toxique Xn: nocif

N: dangereux pour l'environnement R20: nocif par inhalation

R21: nocif par contact avec la peau R22: nocif en cas d'ingestion

R23: toxique par inhalation

R24: toxique par contact avec la peau R25: toxique en cas d'ingestion

R26: très toxique par inhalation

R27: très toxique par contact avec la peau R28: très toxique en cas d'ingestion

R29: au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques R31: au contact d'un acide, dégage un gaz toxique

R32: au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique R33: danger d'effets cumulatifs

R39: danger d'effets irréversibles très graves R40: possibilité d'effets irréversibles

R41: risque de lésions oculaires graves R45: peut provoquer le cancer

R46: peut provoquer des altérations génétiques héréditaires R47: peut causer des malformations congénitales

R48: risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée R49: peut provoquer le cancer par inhalation

R60: peut altérer la fertilité

R61: risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant

Les produits moins nocifs (irritants, Xi, etc) seront tolérés, sous réserve que toutes les précautions soient prises et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures de produits toxiques ou irritants pendant l'exploitation du bâtiment.

N° Affaire	Phase	Emetteur	Date	Modifications	Ind A	Ind B	Ind C	Ind D	Ind E
20-0460	DCE2	LDE	Avril 2024		Juin 2024	Juillet 2024			
Objet du dernier indice				Màj suivant observations AMO					